



LÉGATION DE SUISSE  
EN ARGENTINE

*En circulation.* dodis.ch/9061  
*2.1.57.* *u.s.*  
BUENOS AIRES, le 29 décembre 1954  
Calle Uruguay 740  
T. E. 440074/77  
*Retour à M.I.*

RÉFÉRENCE:  $\frac{\text{NOTRE}}{\text{VOTRE}}$  D.24.1.1. - F/sc  
(à rappeler dans la réponse)

RAPPORT POLITIQUE n° 15  
Situation politique de  
l'Argentine à fin 1954.

Monsieur le Président de la Confédération,

Je voudrais vous informer par le présent rapport sur les aspects principaux de la situation générale en Argentine, au seuil de la nouvelle année, en soulignant avant tout la couleur toute nouvelle que donne à la dictature de Peron la lutte qu'il vient d'engager contre l'église catholique, le seul corps organisé, dans le pays, qui maintenait vis-à-vis du régime une certaine indépendance, en vertu d'un modus vivendi qui vient d'être dénoncé unilatéralement et violemment, à la plus grande surprise de tout le monde.

I. La situation politique intérieure.

Je crois pouvoir dire, après avoir beaucoup réfléchi et échangé des idées avec un grand nombre de personnes sérieuses, que jamais, depuis l'avènement du peronisme en 1946, la situation politique interne du pays n'a été si mauvaise qu'en ce moment, si on fait abstraction de la courte parenthèse qui commença par le "suicide" du frère d'Eva Peron, le 8 avril 1953 et qui culmina dans les manifestations, à coups de bombes, du 15 avril de la même année. Mais à ce moment-là, l'opposition était bien délimitée et localisée, la masse

Monsieur le Conseiller Fédéral Max Petitpierre  
Président de la Confédération  
Département politique fédéral  
B e r n e



restant aux côtés du président; aujourd'hui, l'opposition gagne lentement un peu tous les secteurs sains du pays et on ne peut ni la localiser, ni la frapper. Je ne veux pas dire qu'on est à la veille d'un soulèvement ou du renversement de Peron. Je pense seulement que jamais son prestige n'a été aussi bas; que jamais sa dictature n'a été aussi humiliante; que jamais peut-être, parmi ses partisans eux-mêmes, on n'a été aussi déçu. Il est bien évident que le président possède la force et que par elle il tient le pays, mais pour la première fois depuis qu'il a pris le pouvoir, on pense que s'il y avait des élections libres, Peron serait battu. Cela veut donc dire que la masse ne le suit plus aveuglément, ce qui est un fait absolument nouveau, et cela n'est tout de même pas sans danger, bien que celui-ci ne me paraisse pas imminent.

Les raisons de cette situation sont multiples. Les deux les plus graves me paraissent être: a) la perte du prestige personnel et b) la situation économique mauvaise.

a) Le général perd son prestige soit par sa conduite, soit par l'attitude anti-religieuse qu'il a prise depuis le mois d'octobre dernier, qui s'accroît de plus en plus et qui éloigne beaucoup de personnes de son parti. Ceux qui l'observent de près pensent souvent qu'il n'est plus normal. Il ne voit que quelques hommes de son entourage politique, toujours les mêmes; il s'occupe très peu des affaires du gouvernement; il n'accorderait qu'une attention mitigée aux problèmes économiques pourtant si graves qui se posent en ce moment au pays; il passe le plus clair de son temps parmi les jeunes sportifs des écoles secondaires, les jeunes filles en particulier. Les journaux publient chaque jour plusieurs photographies du général vêtu de cette horrible chemisette américaine qui sort des pantalons et coiffé d'une affreuse casquette à visière interminable, en train d'apprendre aux jeunes filles



à faire de la motocyclette, ou de distribuer des prix à des footballeurs, ou de recevoir quelque boxeur qui s'est distingué quelque part dans le monde, dans des compétitions plus ou moins brutales. M. Peron n'a pas renoncé à sa manie des discours; il en fait un ou deux, ou trois tous les jours, mais il ne parle plus de l'art de conduire les peuples, de l'art de devenir chef, de la doctrine justicialiste qui a conquis le monde, de la nécessité d'unir les pays américains par des unions économiques: il ne parle que de la nécessité du sport; des bienfaits du sport par rapport à la grandeur des nations; des organisations sportives dans lesquelles il va -avec la force, si nécessaire- placer toute la jeunesse argentine et même les adultes, sans égard ni à leurs occupations, ni à leurs désirs, ni "aux millions que cela va coûter" (ce sont ses propres paroles). Il déclare dans ses discours qu'une bonne formation sportive est au moins aussi importante que la formation intellectuelle et qu'il doit donner au pays au moins cinq millions de sportifs qualifiés sur les dix-sept millions d'habitants qui sont appelés à développer les trois millions de kilomètres carrés que mesure ce "grand" pays. Tels sont les thèmes que Peron expose chaque jour dans ses discours, avec un sérieux que sa tenue vestimentaire diminue heureusement quelque peu. Il est vrai qu'il veut, en donnant au sport une importance excessive, attaquer indirectement les organisations religieuses de sorte que son attitude poursuit un but politique précis, mais il le fait avec une telle persistance et prêchant par de tels exemples, que chacun pense qu'il a perdu totalement le sens des proportions. Les bruits les plus grotesques courent sur ce qui se passe au sein des "jeunesses sportives", surtout féminines, qu'il réunit dans la propriété présidentielle et les commentaires les plus "gaulois" entourent avec un insistance croissante la description de l'intérêt avec lequel le général suit chaque après-midi les exercices sportifs de la jeunesse.



Je me garderais bien d'insister tellement sur ce qui précède, si cette activité du président et les circonstances dans lesquelles elle se développe, n'absorbait pas dans une très grande mesure la vie elle-même du général et l'attention du public, jusqu'à devenir le leitmotiv d'une grande partie de la politique présidentielle et des commentaires de la Presse en matière de politique intérieure.

Quant à l'attitude anticatholique du général Peron, elle devient de plus en plus grave. Dans mes deux derniers rapports, je vous ai mis au courant des circonstances dans lesquelles cette attitude avait surgi. Les causes précises de la violente explosion de Peron contre le clergé ne sont pas encore très claires, mais je persiste à croire qu'elles sont dues principalement à la tentative timide, et ouverte d'ailleurs, de créer un parti démo-chrétien (voir mon rapport du 15 novembre, page 10) et à l'opposition de l'Action catholique contre les moeurs qui prévalaient au sein des organisations sportives des jeunesses peronistes et qui -si j'en crois certains pères de familles- sont réellement préoccupantes. Quoiqu'il en soit, après le célèbre rassemblement du 27 novembre que j'ai décrit dans mon rapport du 9 décembre, le président a démontré à l'Eglise qu'il ne se payait pas de mots et qu'il savait se venger. Il commença par supprimer tout privilège du clergé, en menaçant des pires représailles les prêtres qui feraient de l'antiperonisme. Comme vous le savez, en Argentine, toute personne qui critique une mesure quelconque du Gouvernement central, ou d'une autorité provinciale, ou d'une organisation peroniste, est antiperoniste, anti-argentin, et digne des pires châtements. Il n'y a ici ni liberté d'expression, ni liberté de réunion. Les juges sont tous du parti et décident en faveur de leurs coreligionnaires. La censure de la correspondance et des communications téléphoniques est à l'ordre du jour et la ville de Buenos Aires est pleine d'agents provocateurs. Le clergé n'avait donc qu'à bien se tenir. Le 8 décembre, à l'occasion de la clôture de l'année "mariale", trois cent



mille personnes se réunirent sur la Place de Mai, face à la cathédrale et à la maison du Gouvernement. La Place présentait l'aspect des grands rassemblements peronistes, bien que cette fois-ci personne n'ait été obligé à participer à la manifestation et bien que les fidèles aient dû payer leurs frais de transport et sacrifier leur temps libre, ce qui n'est pas le cas lorsque le régime appelle ses partisans. Peron ne comprit pas la leçon et une heure avant la cérémonie, il fit prohiber la célébration de la messe sur la Place. Après cela, le Parlement réuni en session extraordinaire, vota en quelques heures la loi prévoyant le divorce, loi qui avait provoqué sous les gouvernements démocratiques, des discussions interminables, depuis près de cent ans, sans jamais être votée. Le parlement peroniste l'approuva sur le simple ordre de Peron, contrairement à la volonté -justifiée ou non, là n'est pas la question- de la nation. Le Parlement approuva également une loi qui défend toute cérémonie religieuse en dehors des églises (processions, congrès, etc.). L'enseignement religieux a été déclaré non obligatoire. Toutes ces mesures (et d'autres sont attendues telles que le rétablissement des maisons de tolérance et l'expropriation de certains instituts religieux) sont accueillies comme des gifles par le peuple argentin qui aurait peut-être accepté ces mesures si elles avaient été prises normalement, après un débat au sein de l'opinion publique et dans la presse. En revanche, elles sont venues une après l'autre, comme des coups de massue, comme un produit brutal de la force aveugle d'un pouvoir qui s'est arrogé toutes les prérogatives et chacun y voit la vengeance du dictateur et de ses acolytes. Ainsi -pour ne citer qu'un détail d'aujourd'hui-même de la lutte en question- lorsqu'un député radical fit observer au Sénat, à Córdoba (qui venait de sanctionner la suppression de tout subside aux collèges et instituts catholiques et tout crédit pour l'enseignement de la religion dans les écoles) que sa décision était contraire à la Constitution, les législateurs peronistes



n'ont pas du tout essayé de se justifier légalement et ils se sont bornés à relever "qu'ils ne comprenaient pas qu'un radical prenne la défense de la religion" ! Tels sont les systèmes de la force. Il n'est donc pas surprenant que le peuple se sente froissé et blessé. On m'a assuré qu'un grand nombre de personnes ont abandonné les files du parti, à cause de l'attitude anti-religieuse de Peron; deux membres du Sénat ont été séparés publiquement de leurs fonctions; dans tous les milieux sérieux on est très préoccupé par la tournure que prend la politique peroniste en matière d'éducation de la jeunesse. Les écoles étaient déjà tombées à un niveau très bas, de même que l'université, mais maintenant le pire est à craindre. Dans les milieux diplomatiques et politiques en général, on se demande comment Peron ne se rend pas compte du grave danger que la lutte religieuse qu'il vient de déclencher implique pour lui-même et pour le régime. Ses ennemis se frottent les mains. Quelques amis du président m'ont dit que son attitude dans cette question est tellement dangereuse qu'ils doivent penser qu'il est réellement atteint de cette tumeur au cerveau dont on a parlé si souvent et que c'est ce qui doit avoir provoqué chez lui un grave déséquilibre mental. En tous cas les amis du régime, les ennemis, les simples observateurs, tous trouvent le phénomène inexplicable. On sait que plusieurs membres du Gouvernement, les ministres militaires, le ministre des Affaires économiques, celui des Affaires étrangères, même le Vice-président Teisaire qui, au début, a encouragé Peron dans sa politique anti-religieuse, ont essayé en vain de modérer la colère présidentielle. Il semble qu'il n'écoute que trois ou quatre politiciens et des amis nazis qui l'entourent sans cesse. Je crois que seulement un motif réellement grave aux yeux de Peron a pu l'amener à prendre une attitude si intransigeante et somme toute si dangereuse. Ce motif doit être recherché dans la crainte qu'il a éprouvée lorsqu'il apprit que les catholiques pensaient à la création d'un parti démo-chrétien. En effet,



ainsi que je vous l'ai exposé à différentes reprises, le Général a réussi à écraser l'opposition: le parti conservateur est dissout, ou presque; les Radicaux sont désunis et mal dirigés en ce moment; le parti socialiste a été très habilement partagé en deux tendances, dont l'une est avec Peron. Celui-ci ne craint donc rien de l'opposition traditionnelle. Mais il a tout à craindre d'un parti démocrate-chrétien qui aurait un grand succès, car il aurait l'appui des catholiques et des mécontents de tous les partis mis hors de combat. Peron a senti le danger et il est intervenu avec une brutalité féroce, sans hésiter et en dépit du danger et c'est pourquoi je pense que la lutte contre l'Eglise se poursuivra avec les conséquences que j'ai décrites.

Là est la raison principale du malaise grave qui gagne toutes les couches de la population. Comme l'armée et le peronisme disposent de la force, je ne crois pas à la révolution que d'aucuns prophétisent. En effet, les chefs peronistes et les chefs de l'armée ont tellement profité du régime et en profitent encore tellement, que même s'ils souffrent un peu sur le plan spirituel, ils se consolent trop facilement sur le plan matériel, pour désirer se libérer d'un maître qui a su si bien faire de la corruption, la base de sa politique intérieure.

Pour caractériser l'état très précaire de la situation politique intérieure, je devrais encore parler des grèves des étudiants dans le pays entier. Pour ne pas trop allonger ce rapport, je me bornerai à les rappeler, sans entrer dans les détails et à relever que seulement à Buenos Aires, quelques centaines d'étudiants sont toujours en prison, parce qu'ils ont refusé d'adhérer aux organisations peronistes. L'université est pratiquement en grève. Les étudiants peronistes seuls passeront leurs examens, inutile de dire dans quelles conditions et avec quelles conséquences pour les hôpitaux, pour les tribunaux et pour les écoles de demain.

Dans la lutte de Peron contre l'Eglise et contre l'université, il ne faut donc pas chercher des motifs secrets ou mystérieux; elle s'impose pour ainsi dire au



dictateur s'il veut conserver le pouvoir absolu. Ce n'est pas qu'il hait la religion: il en craint l'organisation et la grande influence. Il n'a pas cru que la création d'un parti démocrate-chrétien était voulue par la droite, afin de remplir le vide politique qui s'est produit à la suite de l'écrasement de toute opposition et de donner ainsi au pays un parti qui pourrait succéder au dictateur le jour où il disparaîtra. Il ne peut pas tolérer qu'on pense à sa succession, même après sa mort naturelle, en l'absence de toute idée de soulèvement. Peron veut préparer lui-même ses successeurs qui doivent sortir de la C.G.T. C'est ce qui préoccupe immensément le pays et même les voisins, car de l'organisation syndicale ne pourrait sortir qu'une espèce de dictature du prolétariat et c'est bien là le danger que court l'Argentine. Il est donc naturel que l'opinion publique soit très inquiète -on le serait à moins-. C'est aussi pourquoi devant ce danger et cette inquiétude, il n'est pas extraordinaire que les milieux sains du pays continuent à réfléchir sur le chemin à suivre pour parer le coup et on ne peut guère dire où ce chemin aboutira. D'où la gravité nouvelle (peut-être pas ressentie par tout homme de la rue) de la situation politique intérieure, à laquelle je me référerais au début de ce rapport

## II. La situation économique.

La seconde raison -pas aussi grave que celle que je viens de mentionner, mais importante aussi- du mécontentement général, réside dans la situation économique. Je me bornerai ici à relever les points généraux, en laissant les détails pour mes rapports économiques. L'inflation caractérise l'économie du pays et rien ne semble pouvoir l'arrêter. Le coût de la vie augmente sans cesse. Les salaires ont subi une hausse



générale en mai-juin dernier, mais la marge d'augmentation est déjà annulée par l'augmentation des prix; de sorte que les travailleurs se trouvent de nouveau dans la situation précaire qui était la leur au moment des augmentations. Chacun s'attend à ce qu'ils fassent -aux mois de mars ou avril prochains- une nouvelle offensive en vue d'une autre augmentation générale des traitements. Il est probable que Peron, par l'intermédiaire des syndicats et de la C.G.T. à son obéissance, essaiera de repousser les demandes d'augmentation. S'il le fait, il se heurtera à un mécontentement croissant; s'il augmente les salaires, l'inflation deviendra plus aigüe: il n'y a pas d'autre alternative. Et si l'inflation progresse, il faudra de nouveau améliorer les salaires. Cela est dû au fait que l'économie argentine est très faible: toute la production est trop chère; l'industrie n'a pas de marge pour constituer des réserves; les gains sont mangés par les impôts croissants et par les charges sociales que le Gouvernement augmente chaque jour dans le cadre de la politique sociale que Peron doit pratiquer pour s'assurer l'adhésion de la masse. Qu'il suffise de penser que sur l'exportation des céréales et du lin qui, avec la viande, constituent la seule richesse du pays, l'Argentine perd environ deux milliards de pesos par an, à cause des prix qu'il doit payer aux producteurs. Le pays a traversé deux ans et demi (1950 à 1952) pour ainsi dire sans récoltes de céréales et lorsqu'en 1953 la récolte recommença à être bonne, les prix des céréales dégringolèrent dans la mesure que vous savez sur le marché mondial et l'Argentine dut vendre avec des pertes énormes. Elle continue de le faire. En plus de cela, le pays a une administration immense et très coûteuse; il perd un milliard de pesos chaque année sur les chemins de fer et d'immenses sommes dans d'autres secteurs. Cette année, les exportations ont diminué, la circulation monétaire a augmenté de nouveau. D'autre part, le Gouvernement a dû ouvrir une brèche dans sa politique d'austérité et augmenter les importations, ce qui a réduit l'actif



de la balance commerciale. La situation des chemins de fer est désastreuse et l'insuffisance d'énergie électrique devient tragique. Le Gouvernement met tout son espoir dans l'aide américaine qui devrait créer l'industrie du pétrole et aider ainsi l'Argentine à épargner chaque année deux cent cinquante ou trois cents millions de dollars dans le secteur de l'importation des combustibles. Le ministre des Affaires économiques a déclaré à un de mes collègues que si cette affaire ne se réalisait pas, ce serait une catastrophe pour le pays. Or, on ne cesse, depuis une année, d'annoncer la signature du contrat avec les Etats-Unis, mais en fait, rien n'a encore été conclu dans ce domaine. Au fond, je crois que les Américains finiront par investir ici les capitaux nécessaires à l'industrie du pétrole, puisqu'ils sont intéressés à la production des matières premières sur le Continent, mais qu'ils se feront encore prier. Ils n'aiment pas cette dictature qui a supprimé toute liberté, corrompu la justice et l'administration, écrasé toute opposition et, comme cela est naturel, ils n'ont aucune confiance en elle. C'est ce qui a d'ailleurs fait perdre à l'Argentine tout le crédit qu'elle avait à l'étranger. On peut bien dire que seules l'Allemagne et l'Italie, pour les raisons que vous connaissez (conquête du marché et immigration), font du crédit à ce pays. Je pourrais poursuivre dans l'énumération des causes de la précarité de la situation économique argentine, mais je ne crois pas que cela soit nécessaire. On peut résumer la question en disant que le pays est en pleine inflation et qu'il s'en tire tant bien que mal, sans une crise, par exemple, égale à celle que traverse le Brésil, parce que la chance l'a favorisé en lui assurant, cette année encore, une excellente récolte, mais que le maintien d'une situation même précaire comme l'actuelle, dépend des facteurs climatériques et échappe donc aux autorités.

Or, l'opinion publique attribue la cause de ce malaise économique en grande partie à l'incapacité du Gouvernement, à ses fautes, à la politique qui a abouti à la



perte de tout crédit au dehors. Il en résulte que les industriels, les commerçants, les ouvriers, les consommateurs, tous en somme, pour des raisons différentes, sont mécontents du Gouvernement, sans cependant que la mauvaise humeur qui se manifeste dans ce domaine et pour les motifs que je viens d'indiquer, soit aussi dangereuse que celle provoquée par la politique antireligieuse. A tort ou à raison, en effet, le peuple argentin est persuadé que la situation économique du pays est meilleure malgré tout que celle de beaucoup d'autres états voisins et lointains, ce qui semble du reste exact et ce que la Presse officielle répète à chaque instant. Cela atténue un peu le mécontentement et le public vit dans l'idée que les choses finiront par s'arranger un jour. Ceux qui savent qu'une amélioration économique est peu probable et qu'en mars ou avril le Gouvernement risque de se trouver obligé de recourir à l'augmentation des salaires pour calmer les travailleurs, avec les graves conséquences que cela comporte, ne cachent pas leur préoccupation. D'autre part, on ne saurait nier que les ministères économiques poursuivent une politique commerciale saine et qu'ils cherchent à y introduire une tendance libératrice. Le Gouvernement prend aussi des mesures ayant pour but la diminution des dépenses et il vient de publier un décret prévoyant que le 50% des places qui deviennent vacantes dans l'administration ne seront pas repourvues. Tout n'est donc pas négatif, loin de là. Mais la situation reste très précaire.

Je répète que rien ne permet de prévoir pour le moment de très graves difficultés pour le Gouvernement; je me borne à vous indiquer les raisons de la forte préoccupation qui tourmente, étant donné le développement des choses, les milieux qui ne vivent pas au jour le jour.



### III. Politique extérieure?

Pour compléter cette esquisse de la situation politique générale du pays, il me reste à dire quelques mots de sa politique extérieure. Celle-ci a été moins spectaculaire, au cours de cette année, qu'elle ne l'avait été en 1953, l'année des unions économiques avec le Chili et le Paraguay, des plans de vaste collaboration avec la Bolivie, le Nicaragua et la République Dominicaine, qui se sont révélés, pour le moment du moins, comme un "fiasco" à peu près total.

En revanche, le Gouvernement argentin a tout entrepris pour améliorer ses rapports avec les Etats-Unis qui n'ont cessé d'envoyer ici des hommes d'affaires, des sénateurs, des banquiers, pour étudier la situation et nouer des relations. Comme déjà dit, ces visites n'ont guère comporté d'importants succès pratiques, sous la forme d'investissements américains en Argentine, mais elles ont contribué à entretenir les espoirs et l'optimisme chez le peuple qui admire l'habileté avec laquelle Peron a su modifier de fond en comble sa politique à l'égard du grand "voisin du nord" et s'en faire un ami. Il est hors de doute que les Etats-Unis marquent un intérêt, au moins théorique, croissant vis-à-vis de l'Argentine.

En ce qui concerne l'Uruguay, les relations paraissent s'être légèrement améliorées. Le général Peron a constaté que le boycottage dont il avait voulu frapper le petit voisin n'a pas donné les résultats qu'il escomptait et il aurait décidé de changer de tactique. Depuis des mois, la Presse argentine ne s'est plus occupée de l'Uruguay et on croit qu'on est à la veille d'un échange d'Ambassadeurs et du rétablissement de la bonne entente réciproque. Pour le moment toutefois, il demeure assez difficile d'obtenir des visas pour les personnes domiciliées en Argentine et désirant se rendre à Montevideo, ce qui nous crée à nous, à la Légation, des ennuis chaque jour renouvelés.

Les rapports avec le Brésil sont froids, à l'instar de ce qui se passe en ce qui concerne le Pérou.



Avec les autres pays du Continent, l'Argentine entretient des relations correctes. En tous cas, elle n'a pas monté en épingle les divergences, ou les "ententes fraternelles", comme elle l'avait fait en 1953, l'année de la grande politique active de Peron sur le Continent. Le général a dû expérimenter bien des déceptions pour qu'il se soit résigné à renoncer au rôle de conseiller politique de plusieurs pays. C'est sans doute pour cela aussi que son ministre des Affaires Etrangères, M. Remorino, a laissé sur ce chemin de la politique spectaculaire bien des lambeaux de son prestige et de son importance auprès du président.

En ce qui concerne l'Europe, le pays qui a ici, en ce moment, la toute grosse cote, c'est l'Italie. Il y a un mois environ, le général Peron a adressé à l'Italie des éloges sans mesure et des déclarations débordantes de reconnaissance, en ajoutant que dans chaque foyer argentin, il devrait y avoir un autel consacré au culte de l'"italianité". Il obéissait, en faisant cela, en partie à son désir d'humilier l'Espagne, la mère-patrie, comme on appelle ce pays en Argentine et ailleurs en Amérique latine, mais aussi à sa sympathie profonde pour l'Italie qu'il connaît à fond et qui -il faut le dire- n'a cessé, depuis la guerre, de développer ses relations commerciales avec l'Argentine, même au risque d'y perdre beaucoup d'argent. L'Italie reste d'ailleurs une des grandes créancières de l'Argentine.

Avec l'Espagne, les relations sont très froides. Au mois d'octobre et à l'improviste, la Presse argentine se mit à parler du général Franco avec un mépris et dans des termes inouïs. L'Ambassadeur d'Espagne a été l'objet d'affronts incroyables. On a dit que cela était dû au refus de l'Espagne de payer ses dettes commerciales avec l'Argentine; à la nomination comme Ambassadeur d'Espagne à Washington d'un ennemi personnel de Peron, etc., Je crois que Peron a cru - à tort ou à raison- que dans certains milieux officiels espagnols on a encouragé la création d'un parti démo-chrétien en Argentine.



Il n'en fallait pas plus, vu ce que j'ai écrit plus haut, pour éveiller chez Peron la colère la plus violente. Le général Franco envoya ici le ministre espagnol de l'instruction, qui semble avoir arrangé les choses. Cette visite demeura secrète.

Avec l'Angleterre, les rapports sont bons, en dépit des revendications territoriales que Buenos Aires fait valoir sans cesse contre Sa Gracieuse Majesté. C'est que la Grande-Bretagne est devenue cette année le principal marché du monde pour les produits argentins. Il est vrai cependant que la conclusion d'un accord commercial entre les deux pays se révèle, depuis des mois, très laborieuse. L'Argentine doit néanmoins ménager la Grande-Bretagne vu les énormes intérêts qui les unissent et les relations entre les deux pays demeurent amicales.

L'Argentine et l'Allemagne s'entendent fort bien. Cela est dû en partie à la sympathie de Peron pour l'Allemagne; aux efforts que celle-ci a faits pour conquérir le marché argentin et qui lui ont coûté jusqu'ici une trentaine de millions de dollars (fonds bloqués en Argentine); à l'intérêt que l'Allemagne a de gagner les sympathies argentines afin d'obtenir la restitution de ses écoles, hôpitaux, entreprises industrielles, etc. dont l'Argentine a pris possession en 1944 par une déclaration de guerre opportune et sans danger... Les relations commerciales entre les deux pays sont extrêmement actives. L'Allemagne constitue cette année le troisième marché (après les Etats-Unis et l'Angleterre) pour les exportations argentines et elle s'est placée pour ainsi dire à la tête des fournisseurs de l'Argentine, grâce à sa politique qui consiste à accepter des paiements échelonnés sur cinq, six et même huit ans pour ses exportations, politique qu'elle pratique à l'aide -m'a dit l'Ambassadeur allemand- des crédits que les entreprises allemandes obtiennent, en partie, en Suisse...

Avec la France, les rapports sont normaux, mais les échanges commerciaux sont précaires. Les ministres argentins des Travaux publics et des Affaires étrangères sont



ces jours-ci en France et ils essaieront sans doute de mettre de l'huile dans les rouages.

L'Argentine entretient des rapports normaux avec tous les pays de l'Europe occidentale et orientale, y compris ceux du rideau de fer.

Quant aux pays d'Orient, c'est avec l'Inde et le Japon que l'Argentine a les rapports les plus suivis, à cause des échanges commerciaux. Elle n'a pas reconnu la Chine communiste, ayant gardé ses relations diplomatiques avec la Chine de Formose.

Je ne crois pas qu'il soit très utile que j'étende davantage mes commentaires au sujet des divers chapitres auxquels j'ai fait allusion, car je ne pourrais rien relever d'essentiel.

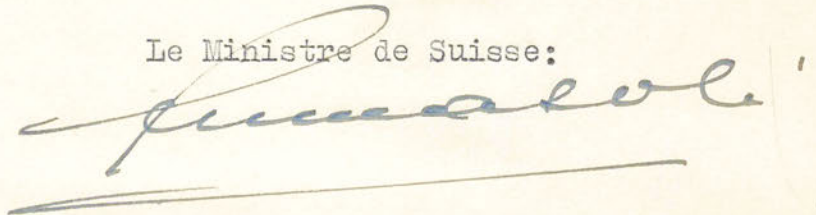
En revanche, il est peut-être intéressant que je relève ici ce que m'a rapporté - sur les idées de Peron au sujet de la posture que prendrait l'Argentine dans le cas d'une guerre éventuelle - une personnalité de l'entourage direct du général: Celui-ci serait fermement décidé à reprendre bientôt ses efforts pour créer des liens très étroits entre son pays et les Etats voisins, parce qu'il pense que la guerre entre l'Orient et l'Occident est inévitable; que lorsqu'elle se produira, les Etats-Unis feront des efforts immenses pour obliger les Etats américains à y participer activement; que la seule possibilité pour l'Argentine de se soustraire à cette pression, consiste dans la création, en Amérique du Sud, d'un espace économique suffisamment fort pour résister aux Etats-Unis; que cet espace pourrait être constitué par l'Argentine, l'Uruguay (alimentation), le Chili, la Bolivie (matières premières et acier) et le Paraguay. M. Peron aurait perdu l'espoir de gagner le Brésil (et partant le Pérou) à cette idée qui est sans doute intéressante. Ce serait la raison qui pousserait le président à oublier sa rancune vis-à-vis de l'Uruguay et à rétablir avec ce pays des relations cordiales. Nous verrons



probablement bientôt si ce qui précède repose au moins sur un fond de vérité. Cè qui me paraît certain, c'est que M. Peron n'a jamais cessé de croire à la probabilité d'une guerre intercontinentale dans un avenir rapproché et qu'il est évident qu'en face d'une semblable éventualité, il désirerait par dessus tout pouvoir garder la neutralité gratuite qui serait la sienne, pour n'avoir que des profits. C'est surtout au sujet des profits éventuels qu'il se trompe certainement, mais il s'agit là d'un chapitre qui ne saurait être examiné ici.

Veillez agréer, Mõnsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre de Suisse:

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'F. M. Peron', is written over a horizontal line. The signature is fluid and cursive.